



La France dans l'œil du cyclone !

Description

Pendant que le pays se fige au rythme des blocages, nous sommes en réalité dans l'œil du cyclone. Derrière cette tension sociale, la véritable menace poursuit sa course dans le silence absolu des marchés. L'alerte que je lançais dans mon post du 6 juillet dernier se matérialise sous nos yeux, la crise de notre dette souveraine a bien lieu.

Depuis plusieurs semaines, le coût de financement de la France s'envole. Avec un taux frôlant les 5 % sur 10 ans et une prime de risque face à l'Allemagne qui vient de pulvériser le seuil critique des 157 points de base, la cote d'alerte est franchie.

Ces catalyseurs du décrochage sont implacables.

La responsabilité première incombe à une dérive interne assumée par nos gouvernements successifs : dette abyssale, déficits chroniques et paralysie parlementaire. À cette incurie s'ajoute un climat géopolitique volatil, exacerbant les profondes tensions sociales actuelles.

Et les conséquences dépassent largement le cadre des finances publiques.

Contrairement aux redressements opérés en Italie, en Espagne ou au Portugal, notre aveuglement budgétaire frappe désormais l'économie réelle. La crise se répercute mécaniquement sur les banques, entraînant une hausse globale des taux de crédit pour les ménages et les entreprises, dans un contexte où le chômage repart à la hausse, les faillites s'accroissent, et où la croissance reste quasi-nulle.

Mais le risque ne s'arrête pas à nos frontières.

Plus grave encore, notre trajectoire affaiblit l'euro et fait grimper les taux chez nos voisins, ravivant le spectre d'une contagion à toute l'Europe. Face à un tel risque systémique, la sanction s'annonce brutale. Ce ne sont plus nos élus qui dicteront la politique de la nation, mais bien la pression des hedge funds (fonds spéculatifs).

La France affronte aujourd'hui un dilemme européen presque insoluble : elle est trop grande pour faire

faillite, mais sans doute trop grande pour être secourue sans risquer de faire implorer l'Eurosystème.

Si elle est acculée par les marchés, la BCE devra intervenir.

Elle risque d'être poussée à agir en urgence (en rachetant notre dette) via son TPI (Transmission Protection Instrument). La situation est d'ailleurs assez cocasse puisque ce mécanisme s'inscrit dans la droite ligne du « bazooka » forgé par Mario Draghi avec son célèbre « whatever it takes ». Une expression que l'exécutif a habilement détournée à son profit avec son « quoi qu'il en coûte » pour justifier une distribution de subventions sans limite...

Mais ne nous faisons aucune illusion.

Si la Banque Centrale Européenne déploie son bouclier (TPI), ce sera au prix de réformes drastiques. Placés sous tutelle, nous ne serons plus maîtres de notre destin, quel que soit le narratif rassurant d'un personnel politique dont l'amateurisme consiste précisément à fuir, par facilité et par peur, ce sujet pourtant vital.

À entendre les candidats putatifs à la présidentielle réduire le débat public à des promesses d'un autre temps, le vertige nous saisit. Alors que les États-Unis et la Chine accélèrent leur course technologique, industrielle et géopolitique, la France peine encore à définir une stratégie à la hauteur des défis du XXI^e siècle.

Et pendant ce temps, le cyclone se rapproche.

Dès lors, une question s'impose :

Qu'est-ce qui permet encore aujourd'hui à la France de tenir sans l'intervention de la BCE ?

Ce n'est pas la performance de nos finances publiques.

Ce n'est pas davantage la « lucidité » de nos dirigeants.

Ce sont avant tout les Français.

Leur travail, leur capacité d'innovation, leur esprit entrepreneurial et leur extraordinaire capacité d'adaptation. C'est précisément grâce à ces qualités que s'est bâtie l'immense épargne privée, plus de 6 000 milliards d'euros, qui constitue aujourd'hui l'un des principaux socles de crédibilité financière du pays. Mais c'est une épargne qui risque aussi potentiellement de devenir la cible d'un État aux abois, que ce soit par la surfiscalité ou un fléchage forcé vers la dette.

Désormais, l'enjeu n'est peut-être plus d'éviter le cyclone.

L'enjeu est d'en réduire la violence.

Les marchés finissent toujours par imposer les réalités que les responsables politiques refusent de regarder en face.

L'illusion de l'argent magique touche à sa fin.

La France est désormais dans l'œil du cyclone.

Qu'en pensez-vous ?

#Presidentielle #Dettesouveraine #FinancesPubliques #BCE #Epargne #MarchesFinanciers #Politique
#France

Marc Merger

Categorie

1. Économie

date créée

14 octobre 2026